QO - PLT du 27.11.19

Monsieur le Président,

Madame et Messieurs les Ministres, Chers collègues,

La semaine dernière, l'Office cantonal de l'Environnement a invité les autorités des communes jurassiennes à une séance d'information et de discussion intitulée Alimentation en eau potable : où en est-on ?

Cette rencontre a permis de réunir les principaux acteurs de la gestion des eaux souterraines et des réseaux de distribution d'eau potable dans l'idée de débuter un processus de renforcement des relations entre distributeurs d'eau et services de l'Etat.

Le constat de l'Etat était le suivant :

- le suivi des débits des ressources est lacunaire et mal coordonné entre canton et communes ;

- les mesures de gestion de crise à l'échelle de chaque district sont insatisfaisantes ;

- les données analytiques ne sont pas suffisamment partagées ;

- et les analyses en laboratoire des micropolluants devront à l'avenir s'intensifier.

Face à de tels constats, nous trouvions la rencontre Etat-communes pertinente... jusqu'au moment où l'Office de l'environnement à céder la parole à un prestataire privé qui a fait l'éloge de son programme informatique sur la gestion des sources d'eau potable, a détaillé son catalogue de prestations et ses tarifs.

L'intrusion d'un prestataire privé dans une séance Etat-communes est choquante à plus d'un titre et nous demandons à connaître l'avis du Gvt sur les considérations suivantes :

- d'un côté, on cherche à se réapproprier les données de nos réseaux électriques qui ne sont plus en mains des communes, mais de l'autre on offre sur un plateau les données stratégiques de l'eau potable au secteur privé ;

- on valorise la cyberadministration, mais on occulte totalement qu'on perd la maîtrise de données extrêmement sensibles sans que cela n'inquiète le Gvt alors qu'il devrait être le porteur d'une solution publique ;

- et on informe les communes qu'elles devront intensifier leurs analyses de micro-polluants, mais on n'a plus de laboratoire cantonal qui aurait pu se pérenniser, voire se développer et améliorer indirectement les comptes communaux et cantonaux.

Nous ne voulons pas d'un Gvt à la Peter Brabeck qui cautionne la privatisation des ressources sous quelle que forme que ce soit, abandonne certaines tâches régaliennes et néglige les risques en donnant la gestion de données sensibles au secteur privé.

Nous demandons au Gvt de nous préciser sa vision politique en la matière.

Murielle Macchi-Berdat